

Projet de décret portant dispositions statutaires relatives au corps des assistants d'administration de l'aviation civile

Rapport de présentation

Le nouvel espace statutaire (NES) rénové et harmonisé des corps de la catégorie B, qui a été mis en place par les décrets n°2009-1388 du 11 novembre 2009 et n°2010-302 du 19 mars 2010, est ouvert à l'ensemble des corps qui souhaitent y adhérer. Les annexes à ces décrets seront complétées au fur et à mesure de la transposition du NES aux corps de la fonction publique de l'Etat.

Le corps des assistants d'administration de l'aviation civile, qui entre dans le champ de cette réforme, a vocation à adhérer aux textes cadres régissant la carrière des fonctionnaires de catégorie B.

Tel est l'objet du projet de décret portant dispositions statutaires relatives au corps des assistants d'administration de l'aviation civile, dont les dispositions sont décrites ci-après :

L'article 1^{er} a pour objet d'inscrire le corps des assistants d'administration de l'aviation civile aux annexes des décrets du 11 novembre 2009 et du 19 mars 2010 susmentionnées.

L'article 2 prévoit une disposition d'assimilation des trois grades du corps à ceux définis à l'article 2 du décret du 11 novembre 2009.

L'article 3 précise les missions spécifiques, liées aux activités du transport aérien, que les assistants d'administration de l'aviation civile sont amenés à exercer dans la mesure où elles diffèrent sensiblement de celles définies au I de l'article 3 du décret du 19 mars 2010.

L'article 4 définit le périmètre d'affectation des assistants d'administration de l'aviation civile, compte-tenu des spécificités de la DGAC.

L'article 5 a trait aux recrutements au choix dans le grade d'assistant d'administration de l'aviation civile de classe normale. Ces recrutements interviennent après inscription sur une liste d'aptitude et, en application du 3° de l'article 4 du décret du 11 novembre 2009, par voie d'un examen professionnel.

Cet article détermine les conditions de recrutement dans le premier grade par voie d'un examen professionnel ouvert aux adjoints d'administration de l'aviation civile, justifiant de 7 années de services publics.

L'article 6 concerne les mesures de toilettage des décrets n°94-1016 et n°94-1017 du 18 novembre 1994 régissant les assistants d'administration. Il abroge également le décret n°98-850 du 16 septembre 1998 modifié relatif aux missions et au recrutement du corps des assistants d'administration de l'aviation civile.

L'article 7 est l'article d'exécution des dispositions.